

Tempête au sein du parti au pouvoir

L'effet contre-productif des roitelets

Ce monopolisme-accapariement des apparatchiks de la nomenklatura PDGiste se présente aujourd'hui comme un nœud gordien difficile à trancher. Du coup, lorsque l'un d'eux quitte les affaires, le parti subit une véritable saignée

C.M

La tempête dans laquelle se débat aujourd'hui le Parti démocratique gabonais n'est pas inopinée. Sauf que ceux qui en sont à l'origine n'en étaient pas conscients lorsqu'ils la provoquaient. L'obscurantisme du pouvoir totalitaire leur ayant ôté toute clairvoyance et tout réalisme. Ils le vivent durement aujourd'hui, les PDGistes, cet effet contre-productif des roitelets que le système a façonné depuis le parti unique jusqu'à ce jour. Les comportements et les pratiques de tous ceux qui ont une once de pouvoir sont aux antipodes des textes qui régissent leur parti.

Disons qu'ils naviguent tous à contre-courant en foulant allégrement aux pieds leur bréviaire. Ou du moins parce qu'étant les concepteurs de celui-ci, ils l'imposent aux tartempions. Eux, ils n'y sont pas soumis. Mais qui a dit que le pouvoir politique est à la base ? Au PDG, on est convaincu que c'est un rêveur qui a sorti cette baliverne. Tant dans le parti d'Omar Bongo hérité par Ali Bongo, lorsqu'on est au sommet de l'Etat-PDG et qu'on règne dans des structures du parti dans une circonscription donnée, on ne sert pas le parti. Mais l'on se sert du

parti, de ses finances et de ses militants.

De sorte que chaque fois qu'un ministre, un membre du comité permanent du bureau politique ou du conseil national, perché au haut sommet de l'administration ou des institutions, parle des militants, ils ne dit pas « militants du parti » mais plutôt « mes militants ». Ils se les approprient. Il les utilise pour lui et non pour le parti pour ensuite les présenter comme des monnaies d'échange pour se maintenir en fonction. En fait, ils ont malicieusement taillé les textes à leur dimension. Le cas le plus flagrant concerne ces statuts élaborés par la commission que cornaque l'homme de Droit, Ali Akbar Onanga y'Obéghé, où l'on ne ressent même plus un vernis de démocratie.

Naguère pour occuper des fonctions dans les bureaux des cellules de base, il fallait passer par des élections. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les membres des bureaux sont nommés par les hiérarques. Donc, ils sont libres de choisir n'importe qui, pourvu que celui-ci lui obéisse au doigt et à l'œil. Même si sur le terrain, il est inconnu. L'on ne devrait donc pas être surpris du fait que lorsqu'un de ces apparatchiks quitte le navire PDG, il s'en aille avec tous ses

matelots qui lui ont servi à conserver autant que faire se peut ses privilèges.

Donc, la saignée qui affaiblit aujourd'hui le PDG n'est que la conséquence de la folie des grandeurs, l'envie de régner et la roublardise des concepteurs des textes. Ils n'ont pas pensé qu'il fallait laisser aux militants la latitude de s'exprimer à travers le vote et de choisir de militer et de s'affirmer pour le parti et non pour un individu. Et ils ont tellement érigé le clientélisme politique comme critère de promotion sociale que ceux qui se sentent redevables d'une autorité sont obligés de la suivre, en reconnaissance du ventre, partout où il va. C'est pourquoi les chiens de chasse de service ne pourront jamais détecter les souris qui se cachent dans les sacs d'arachides du PDG. A la limite, ce ne sont même plus des souris, mais plutôt des caméléons qui prennent la couleur du biotope dans lequel ils se sont introduits. Ainsi, s'il faut exclure des militants tout simplement parce qu'ils militaient sous l'autorité de tel ou tel autre cadon, l'exercice va se révéler infructueux. Autant donc ne pas s'y aventurer. Mais où sont donc les têtes pensantes, les génies de l'émergence pour proposer une démarche moins rustre, bête ?